

Importation de la viande—Loi

—Monsieur l'Orateur, je suis heureux de parler du bill C-46 aujourd'hui. Je voudrais prendre quelques minutes pour mettre les députés au courant des raisons qui motivent cette mesure et leur dire pourquoi elle est vitale pour les 69,000 éleveurs du Canada. A l'heure actuelle, le Canada est le seul grand importateur de bœuf au monde à ne pas avoir de politique permanente sur l'importation du bœuf. Sans une telle politique, le pays est exposé aux fluctuations du marché et du prix international, lesquels échappent à notre contrôle.

Les députés ne sont pas sans savoir qu'au Canada l'élevage suit un cycle d'une durée de huit à dix ans. Lorsque le prix du bœuf est très bas, comme en 1976, les éleveurs se mettent à perdre de l'argent. Les propriétaires de parcs d'engraissement et d'entreprises de naissance sont les premiers à accuser des déficits, ce qui entraîne une réduction des troupeaux reproducteurs et, par conséquent, un déséquilibre général dans l'élevage du bœuf. Il s'ensuit que, pendant un certain temps, il y a davantage de viande de bœuf sur le marché, car les producteurs vendent leurs animaux d'élevage, et à bon marché pour les consommateurs. En général, cela dure peu, mais parfois, assez longtemps.

● (1410)

Toutefois, dans les années qui suivent, il y a moins de veaux et de bœufs sur le marché, et partout, le prix des animaux de boucherie augmente. Avant longtemps, les consommateurs paient plus cher la livre de steak, et les éleveurs recommencent à faire du profit. Il s'écoule trois années entières entre le moment où l'on décide d'accroître les troupeaux et le moment où l'offre de bœuf augmente sur le marché de détail.

D'aucuns semblent croire qu'un agriculteur ou un éleveur peut produire du jour au lendemain cette entité biologique qu'est le bœuf, que la viande de bœuf peut être mise sur le marché selon le bon vouloir de n'importe qui dans toute l'industrie, c'est-à-dire des abattoirs et des détaillants, ou du consommateur. Ce n'est pas si facile; il faut trois ans pour augmenter la production.

Ces dernières années, on a vu apparaître un cycle international du bœuf. La production dans la plupart des pays exportateurs de bœuf fonctionne maintenant selon des mécanismes fort semblables. Lorsque notre production bovine est à la hausse, celle des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et, en général, de l'Argentine, l'est aussi. Lorsque l'offre de bœuf diminue en Amérique du Nord, elle diminue habituellement aussi en Nouvelle-Zélande, en Australie et dans d'autres pays exportateurs. Depuis que ce cycle international du bœuf existe, les fluctuations de l'offre et du cours mondiaux du bœuf ont pris de l'ampleur. La plupart des grands pays importateurs de bœuf ont pris des mesures pour protéger leurs éleveurs des pires effets de ces fluctuations.

Par exemple, les importations américaines de bœuf et de veau sont régies, depuis 1964, par la loi américaine sur l'importation des viandes. Les exportateurs de bœuf se heurtent à des contraintes lorsqu'ils font affaire avec les États-Unis, mais le marché canadien est libre. Il peut évidemment s'ensuivre que notre marché soit saturé de bœuf bon marché. En outre, cette situation risque de compromettre la courbe normale de notre commerce du bœuf abattu et du bétail avec nos voisins du Sud.

C'est ce qui s'est produit en 1976. Les détaillants et les restaurants vendaient plus de bœuf importé que de bœuf

canadien. Or, en même temps, nos éleveurs exportaient davantage de bétail sur pied aux États-Unis. Pourquoi? Parce que la loi américaine sur l'importation des viandes interdisait l'importation, aux États-Unis, de bœuf abattu. Nos éleveurs expédiaient par conséquent du bétail sur pied, mais des groupes de d'éleveurs américains ont tôt fait de demander au gouvernement de restreindre l'importation tant de bétail que d'animaux abattus.

Nous nous souvenons tous que certains postes de frontière ont été bloqués pour interdire le passage de camions transportant du bétail sur pied. Les Américains craignaient que l'importation de bétail canadien ne nuise à leurs marchés. On a eu beau leur signaler que la vente de bétail canadien aux États-Unis, même à son plus fort, ne nuirait pas à un pour cent même de leur marché, je me souviens qu'un de ceux qui était à la tête du mouvement d'opposition à l'importation de bétail canadien a rétorqué: «Si quelqu'un est dans l'eau jusqu'au cou et peut à peine respirer, il suffira d'un tout petit peu plus d'eau pour le noyer».

Même si nous expédions tout notre bétail aux États-Unis, cela ne représenterait que 10 p. 100 de tout le bétail qui y est abattu, et ce, pour quelques jours seulement. Il ne resterait plus de bétail au Canada et les Américains n'auraient plus à s'en soucier.

Depuis un mois, les Américains ont augmenté sensiblement leurs ventes de bétail sur pied au Canada parce que nos prix d'achat sont un peu plus intéressants et qu'ils ont un excédent de bovins énormes et gras. Nos abattoirs les achètent, les importent au Canada et font ainsi baisser le prix offert aux éleveurs canadiens. Dans bien des cas à l'heure actuelle, ces derniers ne rentrent même pas dans leurs frais de production. Beaucoup d'entre eux sont forcés de verser des taux d'intérêt astronomiques sur les montants qu'ils doivent emprunter pour acheter des bovins d'embouche et les engraisser tout l'hiver en vue de les vendre au printemps et au début de l'été.

Je me suis entretenu l'autre jour avec un jeune agriculteur. Si je dis jeune, c'est qu'il est mon cadet de trois ou quatre ans, ce qui fait qu'il est encore très productif! Il possède en Ontario une exploitation agricole de 450 acres. Environ 400 acres sont drainés au moyen de tuiles et les bâtiments sont très modernes. Sa femme et lui ont nourri 450 bêtes à cornes l'hiver dernier. Sa femme travaille en qualité d'infirmière diplômée. Monsieur l'Orateur sait à quel point les infirmières diplômées travaillent dur. Sa femme a dû travailler pour aider à subvenir aux besoins du ménage, mais ils ont perdu de l'argent ces trois dernières années. Avec son salaire à elle, ils n'ont rien gagné à travailler pour fournir probablement une des meilleures qualités de bœuf qui se puisse trouver sur le marché de Toronto. Il m'a dit: «Je vais vendre mon exploitation. Si vous pouviez me trouver un acheteur étranger»—sans doute en trouvera-t-il un, car les étrangers trouvent que les terres au Canada coûtent bien moins cher qu'en Europe—«je pourrais vendre ma terre, et je suis sûr que les institutions financières me verseraient un revenu plus élevé sans que j'aie besoin de travailler». Il m'a dit tout le mal qu'il s'était donné sa vie durant pour exploiter sa terre, une exploitation familiale où son père a travaillé avant lui. Il a ajouté: «Je refuse de l'hypothéquer; je vais la vendre».

Il ne m'a pas dit combien il comptait en recevoir, mais je sais que son exploitation vaut près d'un million de dollars sur le marché actuel. Il pourrait investir cet argent en pouvant